UNE SEMAINE APRÈS LES ÉVÈNEMENTS DE BÉJAÏA

Les Algériens entre inquiétudes et espoirs

Il y avait moins de tension hier à travers la capitale où des tentatives de mobilisation pour la sauvegarde de «l'intérêt général» sont entreprises par des autorités inquiètes et qui demeurent sur le qui-vive.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'information a circulé comme une traînée de poudre, véhiculée par les réseaux sociaux qui occupent désormais la première place des espaces d'expression libre des Algériens : «Tous les Algériens désireux de défendre le pays doivent accrocher l'emblème national à leur balcon ou sur la devanture de leur maison le samedi 7 janvier.» L'appel n'est pas signé, mais son contenu se diffuse à une allure ahurissante. Le bouche-à-oreille a fait son travail.

A Alger comme partout ailleurs, les citoyens suivent de très près l'évolution d'une situation que tous savent précaire et tous savent que ce samedi matin une opération «drapeau» doit avoir lieu. Les plus engagés s'y prêtent volontiers. Hier matin, l'emblème national était donc effectivement visible sur certains balcons des habitations du centre-ville.

Rue Ben-M'hidi, Emir-Abdelkader, Zighoud-Youcef, Bab-el-Oued, 1er-Mai, près d'une dizaine d'habitations ont déployé le vert-blanc-rouge. De nouveaux drapeaux flambant neufs sont aussi très visibles sur toutes les structures d'Etat. A ce niveau, le paquet semble avoir été mis pour la circonstance, et certaines de ces structures ont même préféré accrocher deux drapeaux aujourd'hui.

Une ménagère, qui scrute les passants de son balcon, se livre sans souci à une petite discussion autour des raisons qui ont poussé sa famille à répondre au mot d'ordre. Son fils aîné, 45 ans, célibataire, est informaticien et suit de très près les évènements qui ont secoué le pays ces derniers jours. «Nous avons peur que notre pays subisse le sort de la Syrie et de ces autres régions du monde où la population erre dans les rues. Nous avons peur du chaos, du sang, des émeutes et de la casse. Ce sont les petits citoyens comme nous qui payent pour les autres. Je préfère manger peu que de me retrouver réfugiée dans un autre pays et tendre la main.»

La décision de suivre le mot d'ordre est venue de son fils, avoue-t-elle. «Regardez, il n'est pas marié à son âge, mais il est contre ce qui s'est passé cette semaine. Nous ne sommes pas contre la grève, mais le problème, c'est les casseurs, ces petits jeunes qui n'ont rien à perdre et pour lesquels tout le monde paye. Le gouvernement ne fait pas de différence, ils arrêtent tout le monde à chaque fois que des évènements surviennent. J'ai peur pour mes enfants, mais aussi pour mon pays.»

Quelques rues plus loin, un citoyen fait le tour du quartier pour compter le nombre de drapeaux accrochés. Il constate être le seul à avoir suivi le mot d'ordre. «Ce qui se passe, c'est de la folie, voilà pourquoi je ne voulais pas faire grève à Alger. A la première mobilisation citoyenne, des jeunes, torses nus, sortent d'on ne sait où pour tout casser et brûler et après même nos enfants se font embarquer dans le lot. J'ai accroché le drapeau pour dire non à ces casseurs. Ce sont des petits voyous, des drogués certainement qui n'ont rien à perdre. On ne veut pas vivre ce qui se passe en Syrie.»

Photo : DR

Le drapeau est déployé sur quelques balcons d'Alger.

Ce quinquagénaire montre quelques signes d'inquiétude : «J'espère que nous n'aurons pas d'ennui parce que nous avons accroché le drapeau, ce qui se passe en Algérie n'est pas clair.» Son voisin se joint à la conversation : «Tu n'as rien à craindre, ils avaient promis de brûler les magasins qui ne suivraient pas le mot d'ordre lancé pour la grève, mais ils ne l'ont pas fait.» «Ils» désigne le «danger» incarné par ces groupes de jeunes qui déversent leur colère sur toutes les structures d'Etat. Certains les perçoivent autrement : «On ne peut pas dire que ce sont des voyous», s'indigne un libraire d'Alger-Centre.

Son explication : «Depuis de nombreuses années, les Algériens sont privés de toute expression pacifique. Tout est interdit, les marches, les sit-in, il n'y a aucun moyen de revendiquer, les syndicats ne sont pas assez puissants ou travaillent avec le gouvernement. Ces jeunes qui cassent n'ont rien dans la vie, pas de maison, pas de salaire, pas de culture puisque l'école est défaillante. Ils réagissent comme ils vivent, sauvagement.»

Comme beaucoup, il a préféré ne pas déployer l'emblème national devant sa librairie ni son domicile. «Le faire reviendrait à dire que je suis d'accord avec le gouvernement, avec le pouvoir, ce qui est faux. De plus, je suis sûr que ce sont eux qui sont à l'origine de cet appel. Eux ou leurs amis, je ne sais pas. On ne peut pas les cautionner car ce sont eux qui nous ont mis dans cette situation. Où est passé tout l'argent qui a été engrangé durant toutes ces années? L'Algérie n'était pas pauvre, s'il y avait eu une bonne gestion, les caisses ne se seraient pas vidées à la première crise. Il n'y a pas que le pétrole qui sert à développer un pays, s'ils avaient laissé les gens travailler, et s'ils avaient eux-mêmes œuvré pour le développement du pays on n'en serait pas là.» Son avis est partagé par de nombreuses personnes interrogées. Et toutes, jeunes et moins jeunes, font preuve d'un niveau de conscience élevé.

Un marchand de journaux le prouve encore : «Avant le déclenchement de la grève, un jeune est venu pour me demander de baisser le rideau le 2 janvier. Je ne le connais pas, mais il a quand même insisté. J'ai refusé en lui rappelant que l'appel lancé était anonyme et que je n'étais pas assez fou pour suivre des instructions sans savoir de qui elles émanaient.» Le jeune préfère se taire. D'un regard, il indique la présence de deux policiers en civil. «Ils sont partout en ce moment.»

L'impressionnant déploiement des forces de l'ordre à travers la capitale au lendemain des émeutes de Béjaïa a disparu, mais Alger demeure quadrillée par un dispositif plus léger mais qui demeure visible.

A. C.

DERNIÈRES ÉMEUTES DANS PLUSIEURS WILAYAS

Le RCD y décèle «l'instrumentalisation des segments du pouvoir»

Le RCD pense que les dernières émeutes enregistrées dans certaines wilayas du pays, notamment à Béjaïa et à Bouira, sont loin de relever du fait «spontané» puisque, selon lui, elles constituent la suite logique de la lutte que se livrent les divers segments du pouvoir en place.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une sorte de «prolongation» sur la rue que ces clans veulent «impliquer et instrumentaliser» du fait, note le secrétariat national du parti dans un communiqué sanctionnant sa réunion mensuelle tenue avant-hier, que «le système politique qui distribue la rente à sa guise et nargue tous ses contradicteurs n'a pas survécu à la première embûche» et est en proie à une «panique générale».

Et en sus de ce recours à la rue, le secrétariat exécutif du RCD en veut comme autres appuis à son analyse, «les couacs récurrents dans les institutions et au sein du personnel politique qui témoignent de profondes luttes d'intérêt entre les différents segments du pouvoir». Pour lui, le recours à l'émeute, en particulier dans les wilayas de Béjaïa et de Bouira, n'est pas une réaction spontanée à une injustice mais il relève d'un processus, certes initié par des appels anonymes mais relayé par d'autres sources parfaitement identifiables et nourries par des défaillances institutionnelles graves».

Avec, relève-t-il encore, «pas de recours aux baltaguis pour saborder des manifestations pacifiques puisqu'on a simplement intimé l'ordre d'allumer des mèches après avoir préparé le terrain à la violence».

Et de rappeler que «l'abandon de l'école à l'intégrisme que le peuple algérien a payé cash, une première fois dans les années 1990, n'a même pas servi de leçon à une gouvernance autiste» et que la sphère commerciale est actuellement aux mains des barons du bazar et de l'informel et les orientations économiques sont en passe d'être dictées par une clientèle guidée par l'étendue du gâteau à partager».

Le secrétariat national du RCD, qui soutient avoir, à maintes reprises, alerté sur «l'exigence vitale de l'avènement d'un processus politique pacifique et démocratique qui redonne la souveraineté au peuple algérien», considère que «le pire n'est pas inévitable».

Pour peu, ajoutera-t-il, que le «pouvoir réponde aux nombreux appels et initiatives que les acteurs de l'opposition n'ont cessé de renouveler», estimant, dans ce sillage, que les prochaines élections législatives «peuvent constituer un signal à la condition de respecter le vote des électeurs et que cela puisse ouvrir la voie au débat et à l'implication des citoyens pour décider de leur avenir».

M. K.

SAHLI BELKACEM, SG DE L'ANR, À TIARET :

«Nous sommes confiants quant à la transparence des prochaines élections»

Lors d'un meeting populaire qu'il a animé hier à la salle Sersou (ex-Casino) de Tiaret, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Sahli Belkacem, s'est, d'emblée réjoui du déploiement qu'a connu son parti durant les cinq dernières années dont le nombre d'élus à l'APN s'est élevé à 20 alors qu'il ne comptait que 3 seulement en 2012. Idem pour ceux à l'échelle locale avec une composante passée sensiblement de 250 à 600, annonce-t-il, ajoutant avec fierté qu'aucun d'eux n'a fait jusque-là l'objet de poursuites judiciaires.

Bifurquant sur la vision de sa formation, Sahli, qui semble privilégier le travail de proximité avec des sorties de sensibilisation sur le terrain comme il l'a fait dans la wilaya aux communes de Sougueur, Tousnina et Medrissa, s'est longuement étalé sur l'actualisation de son programme comportant pas moins de 28 axes liés, entre autres, à l'économie, au social, la sécurité, la politique étrangère...

Abordant le point inhérent aux derniers événements, le SG de l'ANR a indiqué que le gouvernement tout comme les autorités locales à travers les wilayas devraient ouvrir un dialogue large en direction de toutes les couches de la société avec l'implication de tous les partenaires à l'exemple des syndicats, la société civile, le mouvement associatif et les partis politiques. «Il y a, certes, une volonté politique pour le faire mais elle reste tout de même timide et peu probante», a-t-il souligné en substance et d'ajouter qu'on «ne peut bâtir une économie forte sans stabilité politique».

En ce sens, le même intervenant devait rappeler, loin de toute démagogie, dira-t-il, que l'Algérie a la capacité de faire face à la crise en recourant à la valorisation de ses atouts, allusion faite à l'agriculture, au tourisme, l'industrie, l'agroalimentaire, les prestations, des créneaux en quête d'un meilleur investissement…

Intervenant à propos des réformes du président de la République de 2011, Sahli Belkacem a tenu à expliquer que celles-ci ont permis à l'Algérie d'éviter ce qui s'est passé dans certains pays arabes. «Le projet de Constitution n'a fait que renforcer l'Etat de droit, la démocratie et les principes de l'identité nationale», lance-t-il avec assurance.

Enfin, peu avant la clôture de son discours, l'orateur s'est montré suffisamment confiant et optimiste quant aux prochaines échéances électorales qui devraient se dérouler, selon lui, dans la transparence, et ce, suite à la désignation d'une Instance indépendante de surveillance des élections garante de la crédibilité de ces dernières, conclut-il.

Mourad Benameur